

# Le public fantôme

Extrait de *The Phantom Public*, Mcmillan & Co, 1925, p. 13-39

Walter Lippmann, Traduit de l'anglais par Sandrine Lefranc

DANS HERMÈS, LA REVUE 2001/3 (N° 31), PAGES 67 À 76

ÉDITIONS CNRS ÉDITIONS

ISSN 0767-9513

ISBN 2271059240

DOI 10.4267/2042/14545

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://preprod.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2001-3-page-67.htm>



CAIRN.INFO  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour CNRS Éditions.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

**Walter Lippmann**  
(1889-1974)

## LE PUBLIC FANTÔME

**Extrait de *The Phantom Public*,**  
Mcmillan & Co, 1925, p. 13-39

Traduit de l'anglais par Sandrine Lefranc

### L'homme désenchanté

Le citoyen, dans la sphère privée, a aujourd'hui tendance à se considérer comme un spectateur sourd assis dans la rangée de derrière, qui devrait se concentrer sur les mystères, au-dehors, mais ne parvient pas vraiment à rester éveillé. Il sait qu'il est d'une manière ou d'une autre affecté par ce qui se passe. Les règles et les règlements, en permanence, les impôts, chaque année et les guerres, de temps à autre, lui rappellent qu'il est emporté par le tourbillon des circonstances.

Ces affaires publiques ne sont pourtant en aucune façon ses affaires. Elles sont en très large partie invisibles. Elles sont gérées, pour autant qu'elles le soient, dans des centres lointains, derrière les scènes, par des pouvoirs sans nom. En tant que personne privée, il n'est jamais sûr de ce qui se passe, de qui s'en charge, ou vers où on l'entraîne. Aucun journal ne rend compte de l'environnement du citoyen de telle façon qu'il puisse se l'approprier ; aucune école ne lui a appris comment le concevoir ; ses idéaux, souvent, sont en porte-à-faux avec cet environnement, et écouter des discours, exprimer des opinions et voter ne lui semblent pas permettre de le gouverner. Il vit dans un monde qu'il ne peut pas voir, qu'il ne comprend pas et qu'il n'est pas à même de maîtriser.

Dans la froide lumière de l'expérience, il sait que sa souveraineté est une fiction. Il règne en théorie mais dans les faits il ne gouverne pas. S'il réfléchit à ce qu'il est, et examine ses réalisations concrètes dans le domaine des affaires publiques, s'il compare l'influence qu'il exerce effectivement avec celle que lui prête la théorie démocratique, il ne peut dire de sa souveraineté que ce que disait Bismarck de Napoléon III : « De loin, il est quelque chose mais, de près, il n'est rien du tout. »<sup>1</sup> Quand, à l'occasion d'un trouble quelconque, une campagne politique par exemple, il se voit désigner, lui et quelque trente millions d'autres, comme la source de toute sagesse, de tout pouvoir et de toute vertu, le premier acteur et la fin dernière, ce qui lui reste de santé mentale l'amène à protester. Il ne peut à tout moment jouer le rôle de Chanteclerc, si ébloui et ravi d'avoir provoqué le lever du soleil.

Dans la mesure où l'homme de la sphère privée a vécu l'âge romantique de la politique et où il n'est plus transporté par les échos émués de ces hauts cris, quand il est tempéré et à l'abri des pressions, l'idée d'une influence personnelle sur les affaires publiques lui apparaît prétentieuse, de second ordre, sans conséquences. Il ne saurait dès lors être ému, ni par une honnête discussion sur les charges et obligations civiques, ni par le déploiement d'un drapeau devant ses yeux et pas davantage par un boy-scout chargé de le faire voter. C'est un homme revenu d'une croisade qui était destinée à faire du monde ce qu'il n'est pas devenu ; il a été trop souvent attiré par l'écume des événements, a vu les vapeurs qui s'en dégagent et, avec une dérision aigre à l'égard de la chose, il affirme aujourd'hui avec l'auteur de *Trivia*<sup>2</sup> :

« — "Autodétermination", insista l'un d'entre eux.

— "Conciliation", cria un autre.

— "Coopération", suggéra le plus modéré du groupe.

— "Confiscation", répliqua une femme intransigente.

J'ai été, moi aussi, intoxiqué par la sonorité des vocables. Et n'étaient-ils pas la solution à tous nos maux ?

— "Inoculation !" , renchérisse-je. "Transsubstantiation, allitération, inondation, flagellation et reforestation !" ».

Il est clair que jamais le peuple entier ne prend part aux affaires publiques. Sur l'ensemble des électeurs potentiels aux États-Unis, moins de la moitié se rendent aux urnes même lors d'une année d'élection présidentielle<sup>3</sup>. Pendant la campagne de 1924, de gros efforts furent faits pour convertir davantage d'électeurs. Ils ne sont pas venus aux urnes. La Constitution, la Nation, le système des partis, la succession présidentielle, la propriété privée étaient tous censés être menacés. Un parti prophétisa le désastre rouge, un autre la corruption noire, un troisième la tyrannie et l'impérialisme, si les électeurs ne se rendaient pas aux urnes en plus grand nombre. La moitié des citoyens sont restés indifférents à ces arguments.

Les analystes rédigeaient des livres sur le vote. Ils commencent à écrire des livres sur l'abstention. À l'université de Chicago, le professeur Merriam et M. Gosnell ont réalisé une enquête

approfondie<sup>4</sup> pour expliquer pourquoi, lors de l'élection, exemplaire, du maire de Chicago en 1923, il n'y avait, sur 1 400 000 électeurs potentiels, que 900 000 inscrits et, sur ces derniers, seulement 723 000 personnes qui étaient finalement allées voter. Des milliers de personnes furent interrogées. Environ 30 % des abstentionnistes s'étaient heurtés, ou du moins l'avaient affirmé, à une difficulté insurmontable qui les avait empêchés de se rendre aux urnes. Ils étaient malades, ils s'étaient absentés de leur ville, c'étaient des femmes retenues à la maison par un enfant ou par un malade, ils n'avaient pas une durée de résidence suffisante. Les autres 70 %, qui représentaient environ un million de citoyens libres et souverains de cette République, n'ont pas même prétendu avoir eu une raison pour ne pas voter, ce qui ne revenait certes pas à dire qu'ils se moquaient du vote. Ils étaient requis par leur travail, les lieux de vote étaient bondés ou mal situés, ils craignaient d'avoir à avouer leur âge, ils rejetaient le suffrage féminin, le mari s'y opposait, la politique est corrompue, les élections sont corrompues, ils avaient peur de voter, ils ignoraient qu'il y avait une élection. Environ un quart des personnes interrogées eurent l'honnêteté de reconnaître qu'ils y étaient complètement indifférents.

Bryce fait pourtant autorité lorsqu'il affirme que « la volonté du peuple souverain est exprimée... aux États-Unis... par une proportion des électeurs inscrits aussi importante que dans n'importe quel autre pays »<sup>5</sup>. Et les tableaux de M. Lowell sur l'utilisation de l'initiative populaire et le référendum en Suisse confirment sans doute, dans l'ensemble, le peu d'originalité de l'indifférence de l'électeur américain<sup>6</sup>. En fait, les théoriciens politiques réalistes, en Europe, ont abandonné depuis longtemps l'idée que la masse collective du peuple dirige le cours des affaires publiques. Robert Michels, qui est pourtant un socialiste, a même affirmé que « la majorité est en permanence incapable d'auto-gouvernement »<sup>7</sup> et cite en l'approuvant la remarque d'un député socialiste suédois, Gustaf F. Steffen, qui dit que « même après la victoire, il restera toujours, dans la vie politique, les meneurs et les menés ». Michels, qui est un théoricien politique d'une grande pénétration, finit par se dédouaner sur le sujet en reproduisant une remarque de Hertzen qui dit que la victoire d'un parti d'opposition revient à « passer de la sphère de l'envie à la sphère de l'avarice ».

Il n'y a rien de particulièrement nouveau dans le désenchantement qu'exprime le citoyen, dans la sphère privée, en ne votant pas du tout, en votant seulement pour la tête de liste, en étant indifférent aux primaires, en ne lisant pas les discours et les documents électoraux et par toute la liste des péchés par omission pour lesquels il est critiqué. Je ne le critiquerai pas davantage. Mes sympathies lui sont adressées, dans la mesure où je crois qu'il a été chargé d'une tâche impossible et qu'on lui demande de mettre en pratique un idéal inaccessible. J'en suis d'autant plus convaincu que je n'ai pas moi-même, alors que les affaires publiques sont mon principal intérêt et que je passe le plus clair de mon temps à les observer, pu trouver le temps pour faire ce qu'on attendait de moi dans la théorie de la démocratie : savoir ce qui se passe et avoir une opinion méritant d'être exprimée sur chaque question relative à une communauté s'auto-gouvernant. Et je n'ai jamais rencontré personne, du président des États-Unis à un professeur de science politique, qui soit parvenu à incarner, même partiellement, l'idéal admis d'un citoyen omni-compétent et souverain.

## L'idéal inaccessible

J'ai essayé d'imaginer comment le citoyen parfait pourrait être inventé. Certains disent qu'il devrait naître de la rencontre des gènes adéquats et, dans les pages des livres écrits par Madison Grant, Lothrop Stoddard et autres eugénistes, j'ai lu des prescriptions relatives aux bons choix matrimoniaux permettant de produire une catégorie de citoyens de premier ordre. N'étant pas biologiste, je garde un esprit ouvert concernant cette question, même si je sais que la certitude sur la façon d'augmenter l'aptitude des êtres humains croît, dans l'ensemble, à l'inverse de la réputation scientifique de l'auteur.

C'est en conséquence, logiquement, vers l'éducation que l'on se tourne ensuite, dans la mesure où l'éducation a fourni la thèse du dernier chapitre de tout livre optimiste sur la démocratie écrit ces cent cinquante dernières années. Même Robert Michels, rejetant de manière sévère et intransigeante le sentimentalisme, affirme dans ses « considérations finales » que « c'est à la pédagogie sociale qu'incombe la grande mission d'élever le niveau des masses, afin de les mettre à même de s'opposer, dans les limites du possible, aux tendances oligarchiques » de l'action collective<sup>8</sup>.

J'ai donc lu quelques-uns des nouveaux manuels de référence utilisés pour inculquer la citoyenneté dans les écoles et universités. Après les avoir lus, je ne vois pas comment quiconque pourrait ne pas en arriver à la conclusion que l'homme doit avoir l'appétit d'un encyclopédiste et un temps infini devant lui. On n'attend certes plus de lui qu'il se rappelle le salaire exact d'un secrétaire de comté et la durée de la fonction d'un juge d'instruction. L'instruction civique lui apprend les problèmes relatifs au gouvernement et non les détails de structure. Dans un manuel de cinq cents pages vigoureuses et concises, que j'ai lues, on lui parle des problèmes de la ville, des problèmes de l'État, des problèmes nationaux, des problèmes internationaux, des problèmes des entreprises, des problèmes syndicaux, des problèmes de transport, des problèmes bancaires, des problèmes ruraux, des problèmes de l'agriculture, et ainsi de suite *ad infinitum*. Dans les onze pages consacrées aux problèmes de la ville, douze sous-problèmes sont décrits.

Mais, à aucun endroit dans ce livre rédigé dans une bonne intention, il n'est donné de conseils au citoyen souverain du futur concernant la manière dont il peut, alors qu'il gagne sa vie, élève ses enfants et se divertit, se tenir informé du progrès de cette prolifération désordonnée des problèmes. On l'exhorte à protéger les ressources naturelles du pays dans la mesure où elles sont limitées en quantité. On lui conseille de surveiller les dépenses publiques dans la mesure où les personnes imposables ne peuvent payer indéfiniment des sommes croissantes. Mais on attend apparemment de lui, l'électeur, le citoyen, le souverain, qu'il fasse preuve d'une quantité illimitée d'esprit, d'intérêt, de curiosité et d'efforts à l'égard des affaires publiques.

L'auteur du manuel, évoquant, conformément à ses desseins, tous les sujets, des égouts urbains à l'opium indien, passe à côté d'un fait décisif : le citoyen ne consacre que peu de son temps aux affaires publiques, n'a qu'un intérêt épisodique pour les faits et peu d'appétit pour la théorie.

Il n'est jamais arrivé à ce précepteur du devoir civique de fournir à l'étudiant une règle qui lui permette de savoir s'il est de son devoir de réfléchir, le jeudi, à la question des métros à Brooklyn ou de la voie ferrée en Mandchourie, ni, s'il décide le jeudi d'exprimer sa volonté souveraine sur le problème du métro, comment combler les lacunes de son savoir sur ce point, lacunes qui sont imputables au temps passé, la veille, à réfléchir à l'expression de sa volonté souveraine à propos des crédits ruraux dans le Montana et les droits de la Grande-Bretagne sur le Soudan. Il ne peut pourtant pas tout connaître sur toute chose à tout moment, et, alors qu'il examine une chose, un millier d'autres connaissances des changements importants. À moins qu'il ne découvre des fondements rationnels pour fixer son attention là où elle sera la plus précieuse et d'une manière adaptée à ses moyens nécessairement amateurs, il sera aussi désorienté qu'un chiot tentant de lécher trois os à la fois.

Je ne dis pas qu'il n'est pas bon pour l'étudiant d'être emmené dans un passage en revue des problèmes du monde. Cela peut lui apprendre que le monde est compliqué, même s'il revient de cette aventure « saturé de microbes, respirant des certitudes et des convictions vous concernant toutes les fois qu'il ouvre la bouche »<sup>9</sup>. Il peut apprendre l'humilité, mais il est plus que probable que le fait qu'il connaisse ce qu'un très brillant auteur considérerait comme les problèmes américains en 1925, ne lui donnera pas les moyens de maîtriser les problèmes américains dix ans plus tard. À moins qu'il n'acquière, par l'étude d'enjeux éphémères, une attitude intellectuelle, aucune éducation n'aura eu lieu.

C'est la raison pour laquelle le recours habituel à l'éducation, comme remède aux carences de la démocratie, est si stérile. Cela revient à dire que les enseignants pourraient par quelque magie qui leur serait propre rendre les hommes aptes à gouverner après que les rédacteurs des lois et ceux qui prêchent les idéaux civiques ont eu les mains libres dans l'écriture des prescriptions. Les réformateurs ne se demandent pas quels hommes peuvent être éduqués. Ils affirment qu'ils devraient se voir enseigner tout ce qui est nécessaire pour gouverner le monde moderne.

Le recours habituel à l'éducation ne peut susciter que de la déception. Les problèmes du monde moderne apparaissent et changent plus rapidement qu'un groupe d'enseignants, quel qu'il soit, ne peut les comprendre, plus rapidement encore qu'il ne peut en transmettre la substance à une population d'enfants. Si les écoles tentent d'apprendre aux enfants comment résoudre les problèmes du moment, elles sont sûres d'être toujours en retard. Le mieux qu'elles puissent faire, de manière réaliste, est d'inculquer un modèle de pensée et de perception qui permettra au citoyen d'aborder un nouveau problème d'une manière féconde. Mais ce modèle ne peut être inventé par le pédagogue. Il revient au théoricien politique de l'esquisser. Pour mener à bien cette tâche, il ne doit pas présumer que la masse a un génie politique, mais que les hommes, même s'ils avaient du génie, n'accorderaient que peu de leur temps et de leur attention aux affaires publiques.

Le moraliste, je le crains, admettrait trop volontiers que l'éducation sociale doit se préoccuper avant tout non des éléments constitutifs des phases particulières de problèmes temporaires et de leurs solutions, mais des principes qui instituent une attitude par rapport à l'ensemble des

problèmes. Je le mets en garde. Gouverner une société moderne requerra davantage qu'une conscience éclairée, puisque la conscience n'est pas un bon guide dans des situations où le cœur de la difficulté est de trouver un guide pour la conscience. Quand je suis tenté de penser que les hommes peuvent être équipés pour faire face au monde moderne simplement en leur inculquant la morale, les bonnes mœurs et le patriotisme, j'essaie de me rappeler la fable du professeur pensif marchant dans les bois au crépuscule. Il trébucha sur un arbre. Cette expérience le contraignit à agir. Étant un homme d'honneur et bien élevé, il leva son chapeau, salua avec révérence l'arbre et s'exclama avec un regret sincère : « Excusez-moi, monsieur, je pensais que vous étiez un arbre. »

Est-il moralement juste de le réprimander pour sa conduite ? S'il avait rencontré un arbre, qui peut lui dénier son droit à se cogner contre lui ? S'il avait trébuché sur un homme, ses excuses n'étaient-elles pas suffisantes ? Il y avait là un code moral en parfait état de marche, et le seul aspect de sa conduite qui peut être remis en cause n'est pas la bonté de son cœur, ni la fermeté de ses principes mais un point de fait. Vous pourriez rétorquer qu'il y a une obligation morale à connaître la différence entre un homme et un arbre. Peut-être bien. Mais supposez qu'au lieu de marcher dans les bois il ait déposé un bulletin, qu'au lieu d'un arbre il ait rencontré la loi douanière Fordney-McCumber. Quelle obligation supplémentaire de connaître la vérité aurait-on pu lui imposer ? Après tout, ce promeneur dans les bois au crépuscule, son esprit concentré sur d'autres choses, faisait face, comme nous pensons tous faire face, aux faits qu'il imaginait être réels et remplissait son devoir comme on lui avait appris à le faire.

À un certain degré, l'ensemble du monde animé semble partager la maladresse du professeur pensif. Pavlov a montré au travers de ses expériences sur les chiens qu'un animal avec un estomac artificiel peut éprouver tous les plaisirs de la nourriture. Et le nombre de souris et de singes réputés avoir été trompés dans les laboratoires n'est dépassé que par celui des citoyens confiants dans la démocratie. Les réflexes de l'homme sont, disent les psychologues, conditionnés. Il réagit par conséquent assez rapidement à un œuf en verre, à un leurre pour canard, à un pédant ou à un programme politique. Aucun code moral, en tant que tel, ne lui permettra de savoir s'il exerce ses facultés morales à propos d'un événement réel et important. La seule vertu réelle est en effet, comme Socrate l'indiquait il y a longtemps, le savoir ; un code du bien et du mal doit donc reposer sur une perception du vrai et du faux.

Même la mise en œuvre couronnée de succès d'un code moral n'émanciperait pas la démocratie. Il y a de trop nombreux codes moraux. Dans nos vies quotidiennes, à l'intérieur des frontières de notre société, il peut y avoir des critères communément acceptés. Mais un théoricien politique qui demande l'application universelle d'un critère local se contente de poser en pétition de principe l'une des questions qu'il devrait tenter de résoudre. En effet, même si l'organisation politique peut se donner pour but de parvenir à un critère commun de jugement, le conflit des critères fait partie des conditions qui rendent possible la politique et nécessaire l'organisation politique.

L'histoire de Darwin sur les chats et le trèfle<sup>10</sup> peut être recommandée à toute personne qui a du mal à se déprendre de l'idée que les notions du bien et du mal sont universelles. Le trèfle violet est fécondé par le bourdon, d'où il s'ensuit que plus il y a de bourdons, meilleure sera la prochaine récolte de trèfle. Mais les nids des bourdons sont mis à sac par les souris des champs qui raffolent des larves blanches. Par conséquent, plus il y aura de souris des champs, moins il y aura de bourdons et moins bonne sera la récolte. Cependant, aux alentours des villages, les chats chassent les souris des champs. Ainsi, plus il y aura de chats, moins il y aura de souris, plus il y aura de bourdons et meilleure sera la récolte. Et plus il y a de bienveillantes vieilles femmes dans le village, plus il y aura de chats.

Si le hasard n'a pas voulu que vous soyez un Hindou ou un végétarien, et que vous êtes un Occidental carnivore, vous louerez les vieilles femmes qui s'occupent des chats qui chassent les souris qui détruisent les bourdons qui produisent le pâturage de trèfle pour le bétail. Si vous êtes un chat, vous êtes aussi en faveur des vieilles dames. Mais si vous êtes une souris des champs, les notions du bien et du mal de cette partie de l'univers sont très différentes ! Les vieilles femmes qui s'occupent des chats paraîtront aussi bienveillantes que des sorcières avec des tigres domestiques, et le Péril de la Vieille Femme sera débattu hystériquement par la Ligue de Sécurité de la Souris des Champs. Que penserait en effet une souris patriotique d'un monde dans lequel les bourdons n'ont pas pour seule fonction de produire des larves blanches pour les souris des champs ? Il lui semblerait qu'il n'y a ni loi, ni ordre dans un tel monde, et seule une souris à l'esprit hautement philosophique admettrait avec Bergson que « l'idée du désordre... objectiverait, pour la commodité du langage, la déception d'un esprit qui trouve devant lui un ordre différent de celui dont il a besoin »<sup>11</sup>. L'ordre que nous jugeons bon est un ordre adapté à nos besoins, espoirs et usages.

Il n'y a rien d'universel, d'éternel ou d'immuable dans nos attentes. Nous disons souvent à des fins rhétoriques que c'est le cas. Mais dans les cas concrets il n'est pas si aisé d'expliquer pourquoi la chose que nous désirons est si juste. Si les fermiers ont l'opportunité d'acheter une quantité moindre de denrées alimentaires manufacturées que la quantité habituelle, cela provoque du désordre et crée un problème. Mais quel critère absolu permet de déterminer si un boisseau de froment de 1925 devrait, comparé à celui de 1913, être échangé contre plus ou moins de biens manufacturés ? Qui peut définir un principe permettant d'affirmer si le niveau de vie des fermiers ou de tout autre classe devrait augmenter ou diminuer, à quel rythme et en quelle quantité ? Il peut y avoir plus d'emplois que d'actifs au salaire offert : les employeurs se plaindront et verront là un problème, mais qui connaît une règle quelconque permettant d'établir l'importance du surplus de travail nécessaire ainsi que son prix ? Il peut y avoir plus d'actifs que d'emplois correspondant au type, à la situation et au salaire qu'ils accepteraient ou pourraient accepter. Cependant, aussi aigu soit le problème, il n'y a pas de principe qui permette de déterminer à combien de machinistes, employés, mineurs du charbon, banquiers ou vendeurs la société doit fournir du travail.

Il faut une extrême partialité et beaucoup d'aveuglement pour prétendre qu'une forme de justice particulière conduit à adhérer aux demandes des fermiers au détriment de celles des



entrepreneurs, à celles des employeurs au détriment de celles des salariés, à celles des créanciers au détriment de celles des débiteurs, et ainsi de suite. Ces conflits d'intérêt posent problème. Ils doivent être résolus. Mais il n'existe pas de modèle moral disponible duquel déduire la nature précise de la solution.

Si, donc, l'eugénisme ne peut produire le citoyen démocratique idéal, omniscient et souverain, parce que la biologie ne sait ni comment engendrer l'excellence politique, ni même ce qu'est l'excellence ; si l'éducation ne peut équiper le citoyen, parce que l'enseignant ne peut anticiper les enjeux du futur ; si la moralité ne peut l'orienter, parce que la distinction du bien et du mal dans des cas particuliers dépend, d'une part, de la perception du vrai et du faux et, d'autre part, de l'existence d'un code moral universel qui, en fait, n'existe pas, vers où pouvons-nous nous tourner pour trouver la méthode de fabrication du citoyen compétent ? Les théoriciens de la démocratie du XIX<sup>e</sup> siècle proposaient plusieurs autres prescriptions qui continuent à influencer la pensée de nombreux optimistes.

Une école fondait ses réformes sur l'aphorisme qui posait que la réponse aux maux de la démocratie est davantage de démocratie. La volonté populaire y était considérée comme juste et éclairée, pour peu qu'on puisse l'atteindre. Ses tenants proposaient des élargissements du suffrage, et autant de scrutins que possible par le biais de l'initiative populaire, du référendum et de la révocation, de l'élection directe des sénateurs, des primaires directes, d'un appareil judiciaire élu, et ainsi de suite. Il s'agissait d'une pétition de principe, dans la mesure où l'existence de l'opinion publique telle qu'ils la concevaient n'a jamais été prouvée. Après la campagne Bryan de 1896, cette école de pensée a connu un grand succès dans la plupart des États et a influencé profondément le gouvernement fédéral. Le corps électoral a triplé depuis 1896 ; l'action directe de l'électeur a été très largement étendue. Et pourtant on a, au cours de la même période, constaté un déclin de l'expression du vote populaire aux élections présidentielles, de 80,75 % en 1896 à 52,36 % en 1920. Il y a apparemment une erreur dans le premier postulat de cette école selon lequel « le peuple tout entier » souhaite participer activement au gouvernement. Il n'y a pas davantage de preuve que les personnes qui participent dirigent effectivement le cours des affaires. Les machines partisanes ont survécu à toutes les attaques. Et pourquoi n'auraient-elles pas dû y survivre ? Si l'électeur ne peut saisir les détails des problèmes du moment, parce qu'il n'en a ni le temps ni l'intérêt ou la connaissance, son opinion publique ne sera pas meilleure parce qu'il est appelé à exprimer son opinion plus souvent. Il sera simplement plus désorienté, plus las et plus prompt à aller voir ailleurs.

Une autre école, se qualifiant de révolutionnaire, a attribué le désenchantement de la démocratie au système capitaliste. Ses tenants ont soutenu que le pouvoir réside dans la propriété et que tant qu'il n'y a pas une distribution du pouvoir économique aussi large que celle du droit de vote, le suffrage exprimé ne peut être plus important. Aucun analyste sérieux ne contesterait, je pense, cette prémisse socialiste selon laquelle l'importance de l'influence exercée par un individu sur la société est davantage liée à la qualité de sa propriété qu'à sa citoyenneté légale abstraite. Mais la conclusion socialiste qui veut que le pouvoir économique puisse être distribué en confiant la

propriété des grands services publics à l'État, et celle qui veut que la pénétration de la vie industrielle par le vote et le référendum aboutira à des décisions populaires compétentes, me semblent encore être des pétitions de principe. Qu'est-ce qui justifierait en effet l'idée qui veut que soumettre tant d'affaires supplémentaires à la méthode du vote révélera une compétence technique et une sagesse ignorées jusqu'alors ainsi que des réservoirs d'intérêt public dans les hommes ? Le projet socialiste est enraciné dans une conception erronée et mystique de la démocratie, qui veut que tout un chacun soit compétent. À son faite, il souffre de l'erreur homéopathique selon laquelle ajouter de nouvelles tâches à un fardeau que le peuple ne peut et ne pourra jamais porter rendra le fardeau de la citoyenneté plus léger. La théorie socialiste postule une ronde incessante et inlassable des devoirs civiques, une complication majeure des intérêts politiques qui sont déjà trop compliqués.

Ces différents remèdes, eugénique, éducatif, éthique, populiste et socialiste, postulent tous soit que les électeurs sont intrinsèquement aptes à diriger le cours des affaires, soit qu'ils tendent vers cet idéal. Je pense que cet idéal est trompeur. Je ne dis pas qu'il n'est pas désirable. Je dis qu'il est inaccessible, qu'il est mauvais au sens où il est mauvais pour un homme gros d'essayer de devenir danseur de ballet. Un idéal devrait exprimer les vraies possibilités de son sujet. Quand il ne le fait pas, il pervertit ces vraies possibilités. L'idéal du citoyen souverain et omni-compétent est, à mon avis, un de ces idéaux trompeurs. Il est inaccessible. Le poursuivre est se fourvoyer. L'échec de sa réalisation est à l'origine du désenchantement actuel.

L'individu n'a pas d'opinion sur toutes les affaires publiques. Il ne sait pas comment les diriger. Il ignore ce qui se passe, pourquoi cela se passe et ce qui devrait se passer. Je ne vois pas comment il pourrait le savoir, et il n'y a pas la moindre raison de penser, comme l'ont fait les démocrates mystiques, que de l'agrégation des ignorances individuelles des masses populaires puisse émerger une force directrice continue pour les affaires publiques.

#### NOTES

1. Cité par Philip GUEDALLA, *The Second Empire* (NDA).
2. Logan PEARSALL SMITH, *More Trivia*, p. 41 (NDA).
3. Cf. Simon MICHELET, *Stay-at-Home Vote and Absentee Voters*, pamphlet du National Get Out the Vote Club ; cf. aussi A.M. SCHLESINGER et E.M. ERICKSON, « The Vanishing Voter », *New Republic*, 15 octobre 1924. Le pourcentage de vote potentiel est tombé, entre 1865 à 1920, de 83,51 à 52,36 %.
4. Charles Edward MERRIAM et Harvey FOOTE GOSNELL, *Non-Voting : Causes and Methods of Control*.
5. James BRYCE, *Modern Democracies*, vol. II, p. 52.
6. A. Lawrence LOWELL, *Public Opinion and Popular Government*. Cf. Annexes.

## Walter Lippmann

7. Robert MICHELS, *Les Partis politiques : essai sur les tendances oligarchique des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971 (1911), p. 390.
8. Robert MICHELS, *op. cit.*, p. 301.
9. Logan PEARSALL SMITH, *op. cit.*
10. Racontée par J. Arthur THOMSON, *The Outline of Science*, vol. III, p. 646.
11. *L'Évolution créatrice*. Ch. III, p. 683 - *Œuvres*, Paris, PUF, 1970 (1959).